

Abdelhamid est étudiant d'informatique à l'Université de Manouba. Il est militant à la Ligue de Lutte de la Jeunesse (LLJ), fondée en 2011 dans le processus révolutionnaire en Tunisie. La jeunesse tunisienne, moteur de la révolution, cherche des alternatives politiques à la gauche institutionnelle.

Quel est ton bilan du Forum Sociale 2015?

C' était une chance pour les militants de gauche en Tunisie de contacter et échanger des expériences avec des camarades du monde entier, et de réfléchir sur les méthodes de résistance dans chaque pays où il existe des inégalités socio-économiques imposés par le système capitaliste. Ce qui nous amènent à une collaboration avec les diverses organisations militantes selon les objectifs communs. J'ai fait de nouveaux amis, et la délégation de l'UIT-CI, avec qui je pourrais discuter de la situation en Espagne, la Turquie ou l'Argentine, que le Kayleh Salameh, qui m'a vraiment aidé à comprendre les circonstances de la Syrie aujourd'hui. Je sais que toutes ces expériences nous aident à les développer en Tunisie et dans

Comment voyez-vous la situation en Tunisie, quatre ans après la révolution?

Je ne pense pas que nous en sommes venus à une révolution. Jusqu'à présent, il a été une révolte, parce que le système de Ben Ali ne fut pas démantelé; continue avec le premier gouvernement provisoire et après les premières élections avec le gouvernement islamiste d'Ennahda. Lorsque Ennahda voulait intégrer leur pouvoir au sein de l'ancien système a généré des problèmes sociaux encore plus graves sous Ben Ali. Les Islamistes ont ouvert les portes aux prédicateurs hostiles à la liberté d'expression, a permis les assassinats de Choukri Belaïd et Mohamed Brahmi. Contre le gouvernement d'Ennahda s'est formé un front uni de la droite de Nidah Tunis, représentant l'ancien régime de Ben Ali et Bourguiba, et la gauche du Front Populaire. Nous en tant que militants, avec d'autres organisations, nous avons rejeté ce front. Nous avons proposé un gouvernement avec les figures nationaux de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) et aucun représentant de l'ancien régime. Après la dernière élection, Ennahda et Nidah Tunis ont achevé un accord du gouvernement pour équilibrer la vie politique selon leurs intérêts, par des technocrates qui assurent «transition démocratique». Et tout au long de cette période a été marquée par l'hostilité du système aux revendications sociales et les accords avec la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. La dette de Ben Ali n'a pas été annulé, puis on a emprunté encore plus de dette. Je pense que la dette devrait être suspendue parce qu'elle aggrave la crise et rends les gens les plus pauvres. La politique sociale a été la même avec Ben Ali, les islamistes et les laïques en ce moment. Nous

devons bâtir une économie nationale qui donne accès aux demandes du peuple.

Quelle politique avait la LLJ face aux élections législatives et présidentielles du 2014?

Nous avons fait appel au boycott, avec d'autres parties. Le résultat des élections a été une nouvelle coalition Nidah Tunis et Ennahda, à la fois contraire aux exigences de la révolution de 2011. Le LLJ a fait un boycott actif, en distribuant des tracts dans tout le pays, les universités, quartiers. Notre camarade Nazem Larbi, coordinateur général du LLJ, a été arrêté pour avoir distribué ces feuilles. Il a été interrogé et finalement laissé libre sans accusation.

Que pouvez-vous nous dire des luttes économiques et sociales?

J' affirme que nous avons un gouvernement hostile aux revendications sociales , qui n'a pas répondu aux moindres réclamations des militants qui ont été réprimés sous le régime de Ben Ali . Il y a aucune volonté du gouvernement pour améliorer le niveau de vie. En effet, Un nouveau régime a été instaurer qu'est une coalition entre la droite libérale représenté par Nidaa Tounes et la droite fondamentalisme représenté par les islamistes de Nahda .La situation actuelle se caractérise par un Le chômage élevé, en particulier dans les régions intérieures où la révolution a commencé, et parmi les jeunes diplômés. Nos diplômés sont incompatibles avec le marché du travail, qui est entièrement privatisé. Les jeunes n'ont aucune opportunité de trouver du travail et les rares qui sont embauchés sont très précaires. Il y a des gens qui gagnent 200 dinars (100 euros), à un moment de forte inflation. La dette extérieure a grimpé en flèche. Il y a eu des grèves de la faim des chômeurs à Gafsa et Gabès, avec la participation des jeunes. Il y a eu des grèves des enseignants, des étudiants universitaires, des hôpitaux ... tous les secteurs ont été mobilisés. Et le gouvernement ne écoute pas. La clé est de savoir si ces mouvements deviennent massives.

Peu de temps après votre premier congrès national, il y avait l'attaque du Musée du Bardo. Comment avez-vous réagi?

Le terrorisme a franchi toutes les barrières. Après l'attaque, le musée, qui a fait 11 morts, a donné le prétexte d'établir une nouvelle loi anti-terrorisme qui permet de bloquer des démonstrations et des revendications des classes pauvres. Le président Béji Caïd Essebsi était récemment en France et le président Hollande a dit qu'il va aider le gouvernement tunisien pour

combattre le terrorisme. Ils veulent nous imposer la «guerre contre le terrorisme» pour camoufler les problèmes sociaux.

Et du point de vue de la liberté et de la répression, quelle est al situation?

Il y a une marge de liberté, que nous avons gagnée après le 14 Janvier 2011. Mais ces libertés sont en danger vu que l'état utilise ses moyens de censure afin de rétrécir la liberté d'expression et les luttes contre la politique sociale. Récemment, Espace Massar, un centre culturel militant dans un quartier de Tunis, a été fermé suite à un ordre judiciaire.

Comment voyez-vous la politique du Front populaire en Tunisie?

Le front populaire a participé aux élections et a remporté 14 places dans le parlement. Il est bon qu'il existe une alternative à Ennahda et Nidaha Tunis, mais ils ne sont qu'une minorité. La position du Front populaire vis à vis Nidaa Tounes n'est claire depuis l'assassinat de Cokri Belaid et Mohamed Brahmi et la participation avec Nidaa Tounes dans le front de "salut nationale" 2013, le front populaire a perdu une importante masse de ses jeunes militants à cause de ses positions contradictoires avec son plan de travail. Par conséquent les islamistes sont entraînés de reprendre leur influence publique après l'ascension de Nidaa Tounes au pouvoir en disant : "qu'ils sont contre le retour de l'ancien régime" alors qu'ils cherchent toujours à se placer dans le régime. Le fait de dénoncer seulement les islamistes à mon avis est une erreur fatale. Ils doivent dénoncer clairement Nidaha et Nahda.

Il y a une logique derrière cette politique: « il faut d'abord dire consolider la démocratie et demandes sociales alors nous viendront dans une étape ultérieure ». Quelle plume pensez-vous?

Je ne pense pas que Nidaha Tunis qui représente une alliance entre les piliers du régime de Ben Ali et Bourguiba va défendre la démocratie. Il défendra que leurs intérêts avec la France, l'Allemagne et certains pays du Golfe. Le peuple réclame jusqu'à présent ses droits à la dignité, à la liberté et aussi à la démocratie même après la victoire de Nidaa Tounes.

Parlez-nous de Lutte Ligue de la Jeunesse.

Elle a été fondée le 9 Octobre 2011, l'anniversaire de l'assassinat de Che Guevara, par un groupe de jeunes militants qui avaient participé à la révolution, des militants et des syndicalistes de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET). Nous sommes des jeunes âgés de 16 à 35 ans. Pendant ces quatre années, nous avons progressé et mûri, au milieu de la situation intense que vivait le pays. Nous avons participé à toutes les grandes manifestations du 11 Novembre, avec le mouvement Occupy Wall Street jusqu'au . Nous sommes présents à Tunis, Sfax, Gabès, Gafsa et du Sahel. Nous avons participé à des manifestations contre les assassinats de Choukri Belaïd et Brahmi. Nous avons organisé les jeunes contre le front de salut national et Nidah qui a rejoint la gauche tunisienne. Mes camarades ont participé et dirigé le mouvement étudiant universitaire. Notre collègue, Jaid Enchiri, était l'un des dirigeants du mouvement des étudiants en médecine contre la nouvelle loi de recrutement des médecins dans les . Aussi dans le secteur de l'ingénierie, où les islamistes ont une forte présence. Nous sommes uns des parties prenants de l'UGET et nous proposons un programme quatre piliers: politique (contre Ennahda et Nida Tunis depuis l'indépendance du système) syndicale (démocratiser le syndicalisme de la base), culturels (clubs avec la formation pour aider développer une culture de la résistance et de la sensibilisation de la jeunesse) et social (démocratisation de l'éducation). À l'échelle internationale, nous sommes aux côtés des peuples en lutte contre l'impérialisme et la résistance palestinienne. Nous déclarons également que le mouvement étudiant fait partie du mouvement populaire. Nous ne avons pas participé au premier congrès de l'UGET après la révolte car les deux processus n'ont pas respecté a direction a été étroitement liée à l'ancien régime. Nous sommes maintenant dans un processus d'unification pour empêcher que les islamistes deviennent la principale force dans l'université que nous essayons de le faire avec des structures démocratiques.

En mars, vous avait célébré votre congrès et vous avait dénoncé que les régimes du Maroc et de l'Autorité palestinienne ont empêché la participation de vos collègues là bas.

Oui, ce était le premier congrès national, après nous avons tenu deux conférences. Nous avons invité deux activistes palestiniens, et le gouvernement tunisien ne leur a pas donner des visas. Et le régime marocain a également empêché la participation de nos collègues là-bas: le Maroc est une dictature du roi.

Un dernier mot ?

Tous les membres des forces qui croient en la résistance contre l'impérialisme, le sionisme et les régimes oppressifs (présents dans tous les pays arabes) ont les portes ouvertes de l'LLJ pour nous aider à nous former. Je me suis élevé politiquement et comme personne dans une organisation qui défend les intérêts de la classe ouvrière et de la libération nationale. Notre contexte nous conduit à poursuivre la révolution, la lutte de la jeunesse tunisienne. Notre organisation représente une alternative politique à la jeunesse tunisienne: un nouveau sang. Il y a trop de dogmatisme, et nous croyons que nous devons être ouverts aux voix sont placés dans un contexte de résistance.